

« Après moi le déluge » : l'ESG face au stress hydrique

Expression d'un désintéret assumé pour l'avenir, « Après moi le déluge » illustre la myopie d'une gouvernance peu exposée aux risques climatiques, notamment aux sécheresses et aux inondations.

L'eau monte, la gouvernance reste sèche

Selon l'ONG britannique Christian Aid, les dix plus grosses catastrophes climatiques de 2025 ont coûté au moins 120 milliards de dollars (près de 102 milliards d'euros)¹. Ce bilan s'élevait à plus de 200 milliards de dollars en 2024.

Le changement climatique se manifeste d'abord par l'eau : trop d'eau, ou pas assez. Parmi les risques systémiques qui s'accumulent dans de nombreuses régions du monde, la disponibilité de l'eau s'impose désormais comme l'un des plus critiques. Inondations, sécheresses, salinisation des sols, tensions sur les nappes phréatiques, fonte des glaciers... l'eau est devenue le premier vecteur visible du dérèglement climatique.

Pourtant, malgré son rôle central, le stress hydrique reste souvent sous-estimé, comme si cette ressource essentielle était infinie ou indéfiniment substituable.

En 2023, les inondations en Italie ont généré plus de 6 milliards d'euros de pertes économiques². Plus récemment, comme l'ont montré les dernières inondations dans la ville de Valence en Espagne, il arrive que les gouvernements aient besoin d'une catastrophe pour changer les habitudes.

La gestion de l'eau souffre d'un décalage entre les besoins d'investissement et les horizons politiques. Les infrastructures vieillissantes, la surexploitation des nappes et l'absence de planification hydrologique à long terme aggravent la vulnérabilité des territoires.

L'adaptation doit être considérée non seulement comme une question environnementale, mais aussi comme un enjeu de résilience économique et financière. Le défi majeur consiste à orienter les financements vers les zones les plus exposées.

Parmi les exemples de fragilités structurelles, on retrouve la France, où environ 20 % de l'eau potable est perdue dans les fuites de réseau³, les États-Unis, où de nombreuses infrastructures datent des années 1950⁴, entraînant des ruptures fréquentes ; l'Espagne, où la surexploitation agricole a fragilisé des zones protégées comme Doñana⁵. Ce déficit d'anticipation accroît le risque pour les entreprises et, par extension, pour les investisseurs.

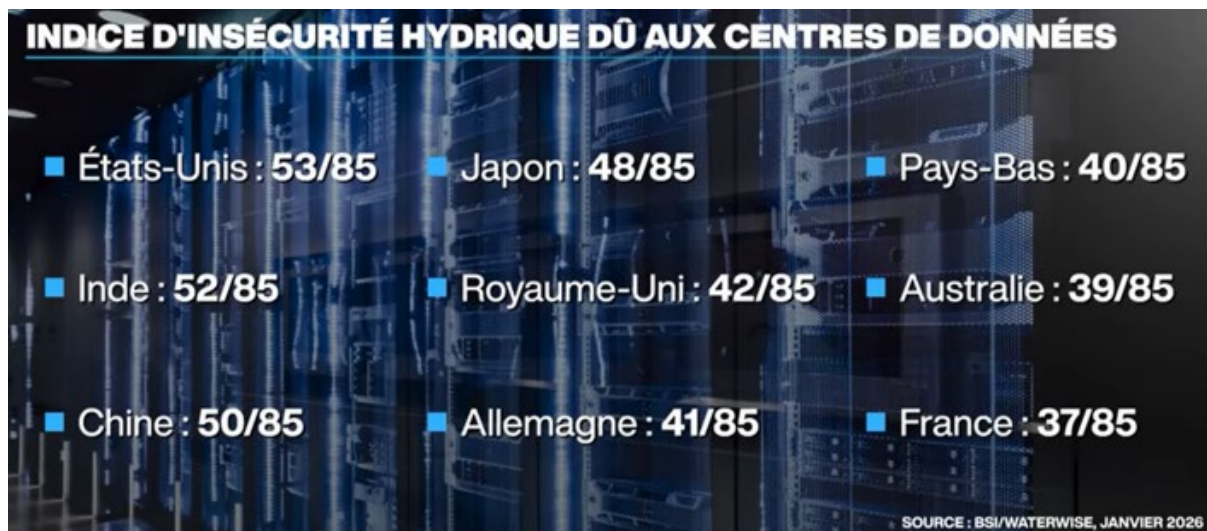
La sécheresse avance, les entreprises piétinent

L'eau est aujourd'hui l'un des risques environnementaux les plus tangibles pour les entreprises. Les manifestations hydriques du changement climatique affectent directement les chaînes de valeur, les coûts opérationnels et la continuité d'activité.

Parmi les sociétés les plus exposées, on retrouve TSMC, leader mondial de la fabrication des semi-conducteurs. La sécheresse de 2021 a nécessité l'acheminement d'eau par camions-citernes pour maintenir la production de puces. L'entreprise a depuis renforcé ses capacités de recyclage et diversifié ses sources d'approvisionnement. Par ailleurs, du côté de Coca-Cola (en Inde), plusieurs sites ont été fermés en raison de conflits locaux liés à l'accès à l'eau. Les communautés estimaient que l'entreprise utilisait trop de ressources hydriques, ce qui a généré des tensions sociales et un risque réputationnel majeur. Plus proche de nous, pour BASF (Groupe chimique allemand), les niveaux historiquement bas du Rhin ont perturbé le transport fluvial, entraînant des interruptions de production et des surcoûts logistiques. Ces cas montrent que l'eau est un risque opérationnel direct, mais aussi un risque stratégique.

Un risque amplifié par les dynamiques technologiques et géopolitiques

L'essor des modèles d'intelligence artificielle génère une demande énergétique massive... et une demande en eau tout aussi importante. Le refroidissement des data centers nécessite des volumes considérables. Selon certaines estimations⁶, un seul entraînement de modèle de grande taille peut consommer autant d'eau qu'une ville de 10 000 habitants en une journée.



Plusieurs acteurs technologiques, dont Microsoft, Google et Meta⁷ ont enregistré une augmentation de 20 à 40 % de leur consommation hydrique dans certaines régions depuis 2022. Cette évolution crée des tensions locales, en particulier dans des zones déjà soumises au stress hydrique (Arizona, Nouveau-Mexique).

Sous la pression de plusieurs fonds européens préoccupés par l'impact environnemental de ses usines, Intel a renforcé ses engagements en matière de gestion de l'eau. L'entreprise a ainsi investi dans des technologies de recyclage avancées permettant à ses usines de production de réutiliser jusqu'à 95 % de l'eau consommée, une réponse directe aux attentes des investisseurs et aux contraintes croissantes liées à la rareté de la ressource⁸.

Le rôle des investisseurs : réintroduire une vision de long terme dans la gestion de l'eau

Les investisseurs ont aujourd'hui un rôle essentiel pour réintroduire une vision de long terme dans la gestion de l'eau et contribuer à réduire les risques systémiques liés à la raréfaction de cette ressource. Cela implique d'intégrer rigoureusement le risque hydrique dans l'analyse ESG et financière, en cartographiant les sites exposés, et d'encourager les entreprises à définir des objectifs de réduction de consommation.

Ils peuvent également accélérer la transition en orientant les capitaux vers des solutions technologiques et des infrastructures clés : dessalement bas carbone, réseaux intelligents pour limiter les fuites, agriculture de précision, systèmes de monitoring et d'optimisation. Le secteur compte notamment des entreprises comme Ecolab, qui développe des solutions d'efficacité hydrique permettant aux industries de réduire leur consommation et leurs rejets, ou Veralto, spécialisé dans les technologies de contrôle, de qualité et de surveillance de l'eau, indispensables pour une gestion plus fine et plus transparente de la ressource. Au Brésil, Sabesp a obtenu 1,5 milliard de dollars grâce à un financement structuré par IDB Invest pour accélérer l'accès universel à l'assainissement dans l'État de São Paulo. L'accord comprend un prêt direct de 200 millions de dollars et une émission obligataire de 1,35 milliard de dollars, la plus grande Blue Bond jamais réalisée au Brésil⁹.

En définitive, le risque hydrique — qu'il s'agisse d'inondations ou de sécheresses — constitue une véritable double peine climatique et exige une mobilisation collective. Face à des politiques publiques parfois limitées par le court terme, les investisseurs ont la capacité d'ancrer l'action dans la durée et d'accélérer l'adoption de solutions résilientes.

- ¹ [*Counting the Cost 2025: A year of climate breakdown*](#), Christian Aid, 27/12/2025
- ² [*Coût des inondations en Italie*](#), Atlas Magazine, 25/05/2023
- ³ [*Guide pour réduire les pertes d'eau potable*](#), INRAE, 10/09/2020
- ⁴ [*L'administration Biden renforce le Water Act pour moderniser les infrastructures dans le secteur de l'eau*](#), Team France, 10/02/2021
- ⁵ [*Espagne : la réserve naturelle de Doñana en Andalousie s'assèche dangereusement*](#), Euronews, 27/05/2022
- ⁶ [*Impact environnemental de l'IA: une consommation d'eau record aux États-Unis*](#), GEO, 11/03/2026
- ⁷ [*6,4 milliards de litres pour Microsoft : l'IA générative a-t-elle fait exploser la consommation d'eau des géants de la tech ?*](#), GEO, 12/09/2023
- ⁸ [*The chip industry uses as much water as the city of Hong Kong. Now Intel and TSMC fabs are working to be more sustainable*](#), Business Insider, 31/07/2024
- ⁹ [*IDB Invest Finances SABESP to Accelerate Universal Sanitation in São Paulo*](#), IDB Invest, 28/01/2026

Avertissement

Ce document est destiné à des clients professionnels. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Mandarinine Gestion. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par Mandarinine Gestion à partir de sources qu'elle estime fiables. Mandarinine Gestion se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis qui ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Mandarinine Gestion. Mandarinine Gestion ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers.

Les OPCVM cités dans ce document sont autorisés à la commercialisation en France et éventuellement dans d'autres pays où la loi l'autorise. Les performances, classements, prix, notations et statistiques passés ne sont pas un indicateur fiable des performances, classements, prix, notations et statistiques futurs. Les performances ne sont pas constantes dans le temps et ne font l'objet d'aucune garantie. Les risques et les frais relatifs à l'investissement dans les OPCVM sont décrits dans les prospectus de ces derniers. Les prospectus et les documents périodiques sont disponibles sur simple demande auprès de Mandarinine Gestion et consultables sur le site www.mandarinine-gestion.com. Le prospectus doit être remis au souscripteur préalablement à la souscription et il convient de vérifier si l'investisseur est légalement autorisé à souscrire dans un OPCVM. Les principaux risques de ces OPCVM sont les suivants : risque actions, risque de perte de capital, risque de gestion discrétionnaire, risque de change, risque de taux et risque de crédit. Les descriptifs et les détails de ces risques figurent dans le prospectus complet de l'OPCVM concerné.